

Philippe Garigue (1913 -)
Sociologue, Université de Montréal
(1974)

“Itinéraire sociologique”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de l'article de :

Philippe Garigue

"Itinéraire sociologique"

Un article publié dans la revue **Recherches sociographiques**, vol. 15, nos 2-3, mai-août 1974, pp. 249-253. Québec: Les Presses de l'Université Laval.

Avec l'autorisation formelle de la directrice de la revue *Recherches sociographiques*, Mme Andrée Fortin, professeure de sociologie à l'Université Laval, qui nous a demandé de bien mentionner nos sources ainsi que la revue qu'elle dirige.

	<p>Un gros merci à la revue <i>Recherches sociographiques</i>.</p>
	
	<p>Courriel : andree.fortin@soc.ulaval.ca</p>

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

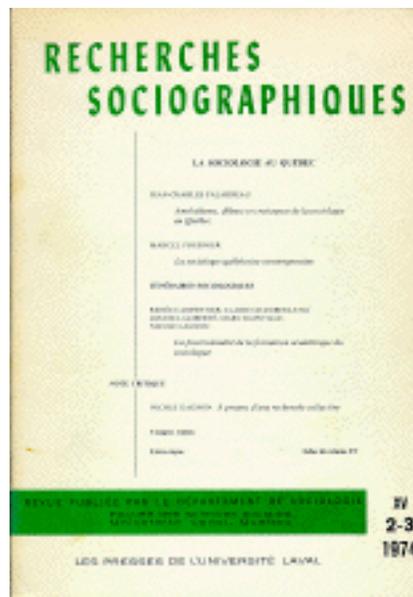
Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 21 juillet 2005 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec.



Philippe Garigue
Sociologue, Université de Montréal
(1974)

“Itinéraire sociologique”



Un article publié dans la revue **Recherches sociographiques**, vol. 15, nos 2-3, mai-août 1974, pp. 249-253. Québec: Les Presses de l'Université Laval.

Philippe Garigue (1954)



Pour répondre à la demande de mon « itinéraire sociologique », les quelques réflexions qui suivent, de caractère très général, sont insuffisantes car elles expriment seulement ce dont je suis immédiatement conscient. Il serait nécessaire pour moi de les revoir comme étapes d'un cheminement, d'un itinéraire plus long et moins intellectuellement catégorisé. Mais, ni l'espace ni le temps ne le permettent et cette présentation arbitraire, contre les règles de l'analyse, est à prendre pour ce quelle est : une simplification de la réalité.

Mon intérêt en la sociologie remonte aux années 40 mais je n'ai commencé à l'enseigner au Québec qu'en septembre 1954, simultanément dans les Universités de Montréal et de McGill. Mes spécialisations à cette date étaient la sociologie de la famille et la sociologie du Canada français. Plus tard, j'y ajoutai la sociologie de la politique et ensuite la sociologie de la science. Ces quatre sujets ont formé les cadres de référence de ma vie professionnelle dans

l'université et, à part certains enseignements donnés pour combler momentanément les lacunes d'un programme ou remplacer un collègue en congé, mon « itinéraire sociologique » a été marqué par ces spécialisations.

Cependant, comme dans toute activité intellectuelle l'important n'est pas les spécialisations en elles-mêmes mais l'orientation de l'interprétation utilisée dans l'analyse des phénomènes, ce que je voudrais souligner est comment s'est développée ma perception de la « réalité » sociologique. Ainsi, et en premier lieu, il est nécessaire de dire que la raison première de mon intérêt pour la sociologie n'était pas le résultat d'une formation intellectuelle mais découlait directement de ma participation à la deuxième guerre mondiale. Mes études d'avant-guerre avaient été orientées vers le génie métallurgique et c'est l'expérience de ce que cette guerre a impliqué de tragique, de problèmes sociaux, de désintégration des communautés touchées par les combats, ainsi que les idéaux qui avaient porté ma génération pendant ces années de conflits, qui me conduisent aux sciences sociales. L'obtention d'une bourse d'étude de la *London School of Economics*, après un concours auquel je m'étais présenté lorsque j'étais encore en service militaire en Autriche, décida à la fois du lieu de mes études et d'un contexte spécial pour le commencement de mon « itinéraire sociologique ».

La *L.S.E.* de l'Université de Londres était alors l'un des grands centres mondiaux des sciences sociales. En 1948, lorsque j'y arrivai pour des études de B.Sc. et de Ph.D. (qui durèrent cinq ans), elle était au summum de sa réputation internationale. Étudier à la *L.S.E.*, c'était venir en contact personnel avec des professeurs qui avaient formulé certaines des théories sociales parmi les plus commentées, et aussi se trouver au centre des débats sur ce que devenait le monde d'après-guerre et sur ce que devenaient les sciences sociales elles-mêmes. Plus que tout autre chose, étant donné la tradition intellectuelle de la *L.S.E.*, c'était inévitablement participer à la polémique et avoir à prendre position entre le « marxisme » d'un grand nombre de professeurs et d'étudiants et la recherche d'un statut « scientifique » que d'autres voulaient donner aux études sociales. Ma propre option fut de rejeter le marxisme comme cadre de référence d'une analyse scientifique. Profondément influencé par l'enseignement de Karl Popper, professeur de philosophie de la science à la *L.S.E.*, et surtout par le livre qu'il venait de publier, *The Open Society and its enemies*, je ne pouvais réconcilier le marxisme et les critères d'un travail scientifique

sur les questions sociales. Non seulement l'analyse marxiste me semblait et me semble toujours fondamentalement « biaisée » par sa perception qui privilégie les situations conflictuelles et les changements révolutionnaires, mais son réductionisme à un déterminisme économique et technologique ainsi que le vocabulaire « totalitaire » des marxistes m'ont depuis lors semblé le contraire d'une science du social.

L'autre aspect de ma formation de cette époque qui a été déterminante dans mon « itinéraire sociologique » est qu'au sortir d'une guerre mondiale, je ne pouvais accepter de conception intellectuelle qui ne respectât pas la personne humaine. La mission qui me semble incomber à l'homme et qui le pousse à vouloir transformer le monde ne saurait être valable, selon moi, sans volonté d'accomplir une transformation qui soit une amélioration de la condition humaine. L'intervention dans les phénomènes sociaux ne devient progrès qu'en fonction de rendre notre condition, individuellement et collectivement, plus juste et moins « inhumaine ». Par ailleurs, ce qui est « humain » n'est pas non plus du seul domaine des conditions socio-économiques. La vie temporelle de l'homme ne se sépare pas de sa vocation spirituelle et, à ce titre, il ne saurait exister de cloisonnement dans la vie intellectuelle d'un sociologue entre l'étude scientifique des phénomènes sociaux et le choix d'un objectif social à réaliser. Ma rencontre à cette date avec l'Église catholique fut aussi une décision d'utiliser ma connaissance sociale en chrétien, avec ce que cela implique d'équilibre entre l'étude rigoureuse des faits sociaux et leur interprétation et l'action « personnalisante » respectant chacun comme finalité unique.

Ces deux aspects de mon itinéraire sociologique me semblent avoir conditionné toute ma vie intellectuelle depuis lors. Ainsi, lorsqu'en 1953 je commençai à m'intéresser à l'étude du Canada français, c'est sous l'angle de ses possibilités de changement que je commençai mes recherches. C'est aussi à partir de mes recherches et de mes préoccupations, et après avoir fait une réétude sur le terrain des trois communautés qui avaient été étudiées par des sociologues (Saint-Justin par Léon Gérin, Saint-Denis de Kamouraska par Horace Miner, *Cantonville* par Everett-C. Hughes), que j'en vins à m'opposer à la thèse, alors généralement acceptée, du caractère « archaïque » du Canada français comme société de type « paysanne ». Non seulement les données que j'avais recueillies ne cadraient pas avec les caractéristiques attribuées au Canada français comme *folk society*,

mais la reconstruction historique des changements sociaux me conduisit à des conclusions qui étaient contraires à celles qui attribuaient une culture archaïsante aux Canadiens français. C'est cette conclusion qui me conduisit à présenter en 1955, à une réunion de l'ACFAS, une révision des théories explicatives du Canada français et surtout de la thèse qu'il était nécessaire de changer la culture des Canadiens français si l'on voulait qu'ils puissent s'engager dans une amélioration de leurs conditions.

C'est aussi cette conclusion qui me conduisit à interpréter le problème principal du Canada français comme étant la situation économique-politique plutôt que l'orientation socio-culturelle. Selon mon interprétation, c'était au niveau des transformations institutionnelles qu'il était nécessaire de travailler plutôt qu'au niveau des valeurs. Lors de ma nomination en 1957, comme doyen de la Faculté des sciences sociales de l'Université de Montréal, il me devint possible de faire cela et de contribuer à l'accélération des changements institutionnels en facilitant la transformation du système d'éducation supérieure au Québec. La première tâche qui me semblait urgente était de faciliter l'admission aux études de sciences sociales et, en élargissant l'éventail des spécialisations, de préparer un nombre grandissant de Canadiens français pour qu'ils puissent être « qualitativement » concurrentiels dans des domaines où ils avaient été largement ou totalement absents. Mon analyse sociologique de la situation des Canadiens français et de leur capacité d'adaptation, semble avoir été entièrement validée, puisqu'entre 1957 et 1972 (date à laquelle je cessai d'être doyen), la Faculté des sciences sociales de Montréal progressa d'une centaine d'étudiants à près de deux mille et d'une vingtaine de professeurs à plein-temps à quelques cent cinquante. Qualitativement, la création des programmes de M.Sc. à la place des licences, le rattachement de l'admission aux écoles secondaires, la départementalisation et décentralisation par disciplines, les nouveaux programmes de maîtrise et de doctorat, la création de nouveaux départements de démographie, anthropologie, science politique, criminologie, et d'études africaines, permit d'accélérer les changements par la formation de toute une génération de spécialistes qui depuis lors se retrouvent dans tous les domaines du Québec. Il est à souligner que le Département de sociologie de l'Université de Montréal fut au centre de cette transformation et, sous la direction de l'abbé Norbert Lacoste, fut directement responsable de la création des départements d'anthropologie et de criminologie ainsi

que de la création de l'Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal.

Ma conviction que le problème principal des Canadiens français était essentiellement « institutionnel » me portera aussi à développer mes recherches et mes enseignements dans cette direction, surtout vers les questions « politiques » impliquées par l'adaptation aux conditions d'un monde en transformation accélérée. En 1959, je pris la responsabilité administrative du nouveau Département de science politique dont j'avais demandé la création et j'y devins titulaire de l'enseignement de la sociologie politique. De plus, je commençai mes recherches sur les questions « d'autonomie politique » et sur le séparatisme qui aboutirent, en 1963, à la publication de mon livre sur *L'option politique des Canadiens français*. M'efforçant de dégager, à partir du phénomène de la survivance, ce qu'avaient été les étapes de l'identité politique et culturelle des Canadiens français, j'aboutis à la conclusion que le problème fondamental était leur position asymétrique dans la structure du Canada plutôt qu'une différenciation culturelle fondamentale entre le Canada français et le Canada anglais. Résoudre le problème de l'asymétrie était, selon moi, résoudre le problème de l'identité canadienne-française et répondre aux questions d'un « séparatisme » québécois.

De 1960 à 1965, c'est autour de la question du « séparatisme versus le fédéralisme » que c'est effectué mon itinéraire sociologique. À un premier temps d'investigation et de prise de conscience du phénomène, selon les données d'une compréhension sociologique, s'est graduellement posée la question des finalités de ces options politiques. À cet égard, mes recherches sur le Canada français et surtout sur la famille canadienne non-française furent décisives dans mon choix, comme le fut ma nomination, de 1964 jusqu'à 1971, de président du Conseil supérieur de la famille au Ministère de la Famille et du Bien-Être du Québec. La combinaison d'une recherche de plus en plus approfondie des réalités québécoises et l'engagement dans la préparation de législations visant la condition sociale des Québécois, me porta finalement à faire une différenciation entre ce qu'étaient les Canadiens français et ce que voulaient certaines catégories sociales du Québec sous le nom de « séparatisme ». Cette différence prit son sens le plus important lors de mes enquêtes et de mes rapports au Gouvernement du Québec sur la diminution du taux de natalité des Canadiens français.

Loin de la considérer comme une question « politique » fondamentale, la presque totalité des Canadiens français avec qui je discutai entre 1965 et 1970 du problème de la dénatalité (hommes politiques, responsables administratifs, éducateurs, étudiants, etc.), interprétèrent cette diminution des naissances comme nécessaire et comme favorisant une amélioration de la condition socio-économique québécoise. À mes interventions sur cette question et sur celles des conditions de vie des familles au Québec, les seuls succès obtenus furent la création de législations sociales visant la qualité des relations familiales plutôt que la natalité en elle-même. Il semble que le phénomène « natalité » ne devint politiquement important qu'après 1970 et seulement pour certains Québécois, lorsque le problème de la « majorité politique » vint s'ajouter à celui de la « crise de la natalité ». En raison de cela, le « séparatisme québécois » m'apparut comme essentiellement une lutte pour le pouvoir politique plutôt qu'un nationalisme culturel. Sa finalité était et reste, selon moi, reliée à des aspirations purement politiques. D'un côté étaient ceux dont les réalités quotidiennes étaient liées aux dimensions canadiennes de leur existence, tandis que de l'autre étaient les groupes dont l'intérêt politique découlait de leur position à l'intérieur des structures utilisant principalement ou uniquement la langue française et donc, ayant une tendance vers le repliement sur le Québec.

Ma préférence pour le fédéralisme découle de ma perception sociologique de ce qui est préférable et nécessaire pour le développement de la personnalité humaine. Pour autant que la différenciation culturelle entre le Canada français et le Canada anglais s'amenuisait, que l'asymétrie des positions entre eux était corrigée et que le français recevait plus de possibilités à l'intérieur des structures fédérales, le séparatisme n'était pas une option meilleure, mais au contraire pouvait amener un retard dans l'épanouissement des personnes, par le repli qu'il impliquait sur des structures socio-politiques et économiques aux possibilités plus limitées.

La description de mon itinéraire sociologique ne saurait être complète sans mention de ma participation, depuis 1969, et ma nomination comme président d'un organisme international, aux questions sociales mondiales. Ma perception d'un monde où nous sommes, en tant que résidents de l'Amérique du Nord, des êtres privilégiés, m'a apporté la contrepartie nécessaire à une compréhension des problèmes du Québec et du Canada. Aujourd'hui, selon cette compréhension des problèmes sociaux, la mission

temporelle du sociologue d'analyser et d'aider à transformer le monde afin de le rendre meilleur, place selon une échelle de priorités les différents problèmes de la condition humaine. Il n'y a pas de coupure entre la responsabilité de connaître et d'agir pour sa famille, sa communauté, le pays dans lequel l'on vit et une action sur les conditions de l'espèce humaine. À ce titre, les priorités de l'action sont aujourd'hui pour moi la découverte de solutions permettant l'amélioration mondiale de la qualité de la vie, la diminution des conflits et la défense active de la paix.

Présentement, l'ensemble de mon expérience intellectuelle me porte à attribuer une priorité absolue aux questions de « qualité de vie ». Il ne s'agit pas ici seulement de questions d'environnement, de l'air ou de l'eau mais, et dans l'extension de ma formulation d'une théorie générale de la famille, d'une mise ensemble de tous les facteurs qui déterminent la croissance individuelle et collective des personnes. Cependant, je suis toujours convaincu, comme il y a 25 ans lorsque je commençai mes recherches, qu'une amélioration de la condition humaine ne saurait être réalisée selon une vision utopique, qu'il s'agit seulement d'une action sur les déterminismes socio-économiques ou politiques. Toute action valable part d'une prévention de la maladie, de la pauvreté et vise les conditions de vie dans toutes leurs dimensions : au travail, à l'école, dans les loisirs, etc. Mais ce qui est « meilleur » demande une appréciation plus large. Cette priorité n'en finit pas d'imposer à celui qui veut réaliser la liaison entre l'analyse et l'action une conscience de plus en plus profonde de la limitation d'une connaissance purement disciplinaire. Mon problème, en ce moment de mon itinéraire sociologique, est celui de la nécessité de dépasser les découpages scientifiques, tout en respectant l'apport qu'ils donnent à la connaissance de la réalité de la condition humaine. Comment réaliser une intégration de la connaissance et de l'action, qui soit « qualitativement » meilleure, est le but actuel de mes recherches.

Fin du texte.